L'inscription dédicatoire du théâtre du Bois l'Abbé à Eu (Seine-Maritime)

Michel Mangard

► To cite this version:

Michel Mangard. L'inscription dédicatoire du théâtre du Bois l'Abbé à Eu (Seine-Maritime). Gallia - Fouilles et monuments archéologiques en France métropolitaine, 1982, 40 (1), pp.35-51. 10.3406/galia.1982.1852 . hal-01940266

HAL Id: hal-01940266

<https://hal.science/hal-01940266>

Submitted on 27 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0
International License

L'INSCRIPTION DÉDICATOIRE DU THÉÂTRE DU BOIS L'ABBÉ À EU (Seine-Maritime)

par Michel MANGARD

A 4 km environ au sud/sud-est de la ville d'Eu (arr. de Dieppe) s'élève entre la vallée de la Bresle au nord/nord-est et le vallon de Saint-Pierre-en-Val au sud-ouest une série de croupes plus ou moins boisées, séparées par de brèves dépressions, formant la partie du triège d'Eu appelée *Bois l'Abbé* (fig. 1). C'est dans le secteur du canton forestier dénommé *Le Cirque* que fut partiellement remis au jour entre 1965 et 1973 un théâtre déjà reconnu au XIX^e s.¹. Avec une façade de près de 100 m pour un rayon de 60 m environ, l'édifice compte parmi les plus vastes de sa catégorie en Haute-Normandie².

En avant du *frons scaenae* orienté nord-sud et mesurant 13,26 m se dressaient originellement cinq colonnes à cannelures rudentées, ornées de feuilles imbriquées et de reliefs. Leur ruine entraîna la chute d'une inscription dédicatoire (fig. 2 b et 3) dont en 1965 nous recueillîmes 40 fragments portant le texte suivant :

LCERIALIVSRECTVS SACERDOSR [...] IIIIVIR Q̄ PRA [...] CINIO [...]
NVMINIBVS AVG PAGOCATVSLOV DEO [...] MCVM PROSCAENIO [...] DS [...]

L'inscription entière se développait sur six plaques dont nous avons reconstitué complètement la première (fig. 8, 22 fragments ; L. : 2,09 m ; l. : 0,435 ; ép. : 0,033 à 0,039), la deuxième (fig. 9, 7 fragments ; L. : 1,74 m ; l. : 0,427 à 0,435 ; ép. : 0,039) et la quatrième (fig. 11, 6 fragments ; L. : 1,82 m ; l. : 0,429 à 0,417 ; ép. max. : 0,056). De la troisième plaque (fig. 10) subsistent trois fragments de l'extrémité droite (ép. moy. : 0,041), de la sixième, deux fragments du début (fig. 12 ; L. max.

1 Sur les fouilles du XIX^e s., consulter : L. ESTANGELIN, *Mémoire sur les Antiquités de la ville d'Eu et de son territoire*, dans *Mémoires de la Soc. des Antiq. de Normandie*, II, 1825, p. 1-24 ; abbé COCHET, dans *Bull. de la Comm. des Antiq. de la Seine-Inférieure*, t. II, 1872, p. 343-346 et p. 426-433 ; sur les fouilles de 1965 à 1973, *Gallia*, XXIV, 1966, p. 268-270 ; XXVI, 1968, p. 370-372 ; XXVIII, 1970, p. 276-279 ; 30, 1972, p. 435-436 ; 32, 1974, p. 330-332. Voir également, M. MANGARD, *Découvertes récentes sur le chantier d'Eu-Bois l'Abbé*, dans *Trésors archéologiques de la Haute-Normandie*, Rouen, 1980, p. 121-129.

2 C. VAROQUEAUX, *Les édifices théâtraux gallo-romains de Normandie*, Rouen, 1979.

1 Carte de situation du site du Bois l'Abbé.

2 a. Plan du théâtre (état des vestiges découverts en 1973) ; b. croquis de situation de la découverte.

3 Le *proscenium* en cours de fouille, vu du nord ; au *premier plan*, la plaque 2.

conservée : 0,59 m ; l. : 0,432 ; ép. : 0,044 à 0,050). Rien n'a été retrouvé de la cinquième plaque³. L'ensemble était fixé par des crampons de fer à une poutre, sinon à une architrave en bois⁴. Les figures 4 à 7 montrent la disposition des plaques lors de la découverte.

Le texte a été gravé sur deux lignes. Les lettres de la première mesurent en moyenne 13 cm de hauteur, celles de la seconde un peu moins de 10 cm. Malgré la beauté évidente d'une gravure soignée, on observe quelques irrégularités⁵ ; la taille des lettres, comme la largeur des plaques, tend à diminuer légèrement de la gauche vers la droite ; on ne voit aucun tracé de ligne directrice. Une queue-d'aronde — conservée sur la première plaque — ornait chaque extrémité de l'inscription. Plusieurs lettres de la quatrième plaque présentent encore des traces d'un enduit blanc qui servait de couche de fond à la peinture rouge faisant ressortir le texte. Il n'y a ni ligature, ni interpunction ; les lettres de chaque partie du texte (*tria nomina*, éléments du *cursus*, etc.) forment un ensemble séparé du suivant par un vide d'une trentaine de cm sur la première ligne et d'une vingtaine sur la seconde qui commence en retrait de 28 cm.

Nous proposons de compléter et de développer l'inscription comme suit :

L(ucius) Cerialius Reclus, sacerdos R[omae et Aug(usli)], IIII vir, q(uaeslor), pra[e]fectus lalro]cinio [arcendo (?)] / Numinibus Aug(uslorum), pago Caluslou(go), deo [Marli thealtru]m cum proscaenio [et suis ornamentis] d(e) s(ua) [p(ecunia) fecit].

La restitution *R[omae et Aug(usli)]* sur la plaque 3 nous paraît certaine. Le début de la lettre conservée à la fin de la deuxième plaque (fig. 9) peut appartenir à un P ou à un R. Une formule du type *sacerdos Provinciae...* est étrangère à la Gaule Chevelue ; par contre, *sacerdos Romae et Aug(usli)* est bien attesté. Compte tenu de la restitution du texte, la plaque 3 mesurerait ainsi un peu plus de 1,75 m (fig. 13)⁶. A la seconde ligne, le M final conservé et le contexte suggèrent le complément *[thealtru]m* précédé d'un vide ; l'espace restant disponible convient pour un théonyme au datif, de cinq ou six lettres, pour lequel nous proposons *Marli*.

La conjecture *pra[e]fectus lalro]cinio [arcendo]* donne à la plaque 5 une longueur comprise entre 1,60 et 1,65 m et à la plaque 6 une longueur complète identique à celle de la première⁷. Pour la deuxième ligne lue *[et suis ornamentis] d(e) s(ua) [p(ecunia) fecit]*,

3 Indépendamment du contenu du texte, la position sur le terrain permet d'établir avec sûreté le nombre et l'ordre des plaques. Les fragments de la plaque 1 ont été recueillis depuis le dé de la colonne I jusqu'à proximité de celui de la colonne II (fig. 4), la plaque 2 devant la colonne II (fig. 5), la plaque 4 entre les colonnes III et IV (fig. 6), et le début de la plaque 6 à égale distance des colonnes IV et V (fig. 7) ; les derniers fragments de la plaque 3 un peu au nord de la colonne III (fig. 6). La longueur totale conservée — non compris les fragments de la plaque 3 — est de 6,24 m.

4 Au nombre d'au moins quatre par plaque, ils mesurent de 18 à 20 cm.

5 Pour la première ligne, la taille varie entre 133 et 140 mm (plaque 1), 134-135 (plaque 2), 129-130 (plaque 4), 127 à 130 (plaque 6). Les lettres de la seconde ligne ont 100 mm (plaque 1), entre 96 et 100 (plaque 2), 97-98 (plaque 4) et 98 (plaque 6) ; le M de la plaque 3 mesure 95 mm.

6 1,77 m d'après la restitution graphique (fig. 13) ; comparer les longueurs des plaques 2 (1,74 m) et 4 (1,81 m) intégralement conservées.

7 D'après la restitution graphique, 1,62 m pour la plaque 5 et 2,09 m pour la plaque 6. Sur la plaque 5, le texte de la deuxième ligne doit occuper toute la longueur de la pierre ; il y a donc place pour 14 à 16 lettres selon la largeur de celles-ci. Le complément *et suis columnis* (I.L.S. 5550) auquel on pouvait penser d'après *cum proscaenio*

5 La plaque 2 devant la colonne II : erreur sur l'ardoise ! On voit l'extrémité d'un crampon de fer sous le A de CATOUSLOV.

7 Les deux fragments du début de la plaque 6 ; au *second plan*, la colonne V.

4 Fragments de la plaque 1 *in situ*, entre les colonnes I, à l'arrière-plan, et II.

6 Entre les colonnes III et IV, fragments de la plaque 4 dont on voit ici le dos soigneusement lissé ; les deux petits morceaux à l'extrémité gauche, au *second plan*, appartiennent à la fin de la plaque 3.

le choix entre les restitutions possibles tient compte de ces longueurs hypothétiques et de la présentation du texte. Ainsi restituée, l'inscription mesure plus de 11 m⁸ ; rappelons que la distance entre axes de la colonne I à la colonne V est de 12,25 m.

La dédicace *numinibus Aug.*, à lire *numinibus Augustorum*⁹, offre, compte tenu du contexte archéologique, une fourchette de datation entre 161 et 211¹⁰. La facture des lettres rattache également l'inscription à des modèles d'écriture monumentale que l'on rencontre dans tout le monde romain sur les dédicaces officielles d'exécution soignée, depuis les Antonins jusqu'aux Sévères¹¹. Le décor d'imbrications des colonnes, contemporaines de l'inscription¹², ne contredit pas cette chronologie large qu'il est cependant possible de serrer davantage. Les monnaies les plus récentes trouvées dans les terres rapportées pour les remblais de construction dans la *cavea* et dans le *proscenium* sont deux sesterces de Lucius Vérus (Rome, 164, *R.I.C.*, 1370) et de Marc-Aurèle (Rome, entre 166 et 168, *R.I.C.*, 948 ou 959) ; à en juger par leur degré d'usure, ils ont été perdus bien après leur date d'émission et excluent une datation remontant à l'association Marc-Aurèle - Vérus (161-169). En revanche, dans les niveaux de fréquentation et d'abandon de l'édifice, hormis la céramique réduite à quelques tessons sans signification, le matériel datable appartient tout entier au III^e s. : denier de Septime-Sévère (Laodicée ?, 196-197, *R.I.C.*, 478 var.) ; as de Sévère-Alexandre (Rome, 224, *R.I.C.*, 569), *antoniniani* de Claude II (Rome, 268, *R.I.C.*, 279) et d'Aurélien (Milan, 271-274, *R.I.C.*, 128). Le bon état de conservation du denier, qui a peu circulé, nous inclinerait à dater des règnes conjoints de Septime-Sévère et de Caracalla, entre 198 et 211¹³. L'inscription et les travaux qui en furent l'occasion. D'autre part, si l'on considère que d'après les observations stratigraphiques la construction du grand temple est à dater également de la fin du II^e - début du III^e s. et que ce qui subsiste de son décor architectural s'accorde bien au goût sévérien, nous pouvons sans doute attribuer aux premières années de la nouvelle dynastie l'activité déployée au Bois l'Abbé¹⁴.

Conforme à la tradition, ou plutôt à l'obligation d'évergétisme des notables municipaux¹⁵, la construction du théâtre devait représenter une dépense importante dans la

et columnis (I.L.S. 4316, s'avère trop court. Ceux du type *et omni ornamento* (I.L.S. 2161), *et ornamentis omnibus* (I.L.S. 9364), concevables à partir de *proscenium et orchestram cum ornamentis* (I.L.S. 5640), sont trop longs. Nous avons opté pour *et suis ornamentis* sur le modèle de la formule *cum suis ornamentis* très couramment attestée. La fin du texte est commune ; pour D S P, voir la dédicace du théâtre de Feurs (XIII, 1642 - I.L.S. 5639).

⁸ 11,12 m selon la restitution graphique.

⁹ H. NESSELHAUF, *Driller Nachtrag zu C.I.L. XIII, 40. Bericht des Römisch-Germanischen Kommission*, 1959, p. 133, considère *numinibus Aug(ustorum)* comme généralement plus vraisemblable que *numinibus Aug(ustis)*.

¹⁰ La dédicace est faite probablement aux empereurs vivants. Dans l'état actuel de la documentation, l'emploi de *deo* devant un nom de divinité suggérerait également une datation fin II^e-III^e s., M.-Th. RAEPSAET-CHARLIER, *La datation des inscriptions latines dans les provinces occidentales de l'Empire romain d'après les formules « in h(onorem) d(omi) d(ivinae) et « deo, deae », dans Aufstieg und Niedergang der röm. Welt* (abrégé : *A.N.R.W.*), II, 3, Berlin, 1975, p. 232-282, particulièrement p. 240.

¹¹ R. GAGNAT, *Cours d'épigraphie latine*, Paris, 1914, pl. XI, 1 (thermes de Tingad, Antonin le Pieux, 157-158, et pl. XIV, 3 (arc de Septime Sévère, 203). On rapprochera aussi pour la graphie, G. LAGUERRE, *Inscriptions antiques de Nice-Cimiez*, Paris, 1975, n° 16, p. 30-32 et pl. VI, 25 (scola des *emeriti* de Cimiez entre 198 et 211 ; n° 13, p. 24-26 et pl. VI, 23 (inscriptions des thermes dédiées à Septime et Caracalla).

¹² H. WALTER, *La colonne ciselée dans la Gaule romaine*, Paris, 1970, p. 23 (Eu, d'après les chroniques de *Gallia*) ; pour la datation, p. 39.

¹³ L'absence de numéraire de Marc-Aurèle et de Commode dans les niveaux d'utilisation renforce nos doutes pour une datation entre 161-169 ou 176-180. Un fragment de tasse Drag. 33 portant l'estampille GENIALIS.F, trouvé sur un niveau de travail près d'un contrefort extérieur de la *cavea* n'interdit pas une datation sévérienne, ce potier faisant partie d'un groupe grossièrement daté entre 140 et 190.

¹⁴ M. MANGARD, art. cit., p. 121.

¹⁵ Hors de Lyon, rappelons les dédicaces de Feurs (XIII, 1642 : *theatrum quod Lupus Anthi f. ligneum posuerat d. s. p. lapideum restituit*, de Briord (XIII, 2462 : *proscenium omni impendio suo*, de Nizy-le-Comte (XIII, 3450 :

8 La plaque 1 après remontage.

9 La plaque 2 après remontage.

10 Fragment de la plaque 3.

11 La plaque 4 après remontage.

12 Début de la plaque 6.

mesure où Cerialius ne s'est pas borné à apporter une simple contribution, mais a financé l'ensemble de la bâtisse et de sa décoration. Il paraît néanmoins avoir visé au plus juste prix : les matériaux (silex, moellons de craie et de tuf, sable, gravier de mer) sont de provenance locale ; les proches vallées de l'Oise et de la Basse-Seine ont fourni les pierres du décor. L'utilisation d'une pente naturelle pour l'assise de la plus grande partie de la *cavea* a réduit les apports de remblais. La même recherche du moindre coût a eu des effets plus fâcheux sur la profondeur des fondations et le volume des maçonneries. Les colonnes ciselées, couronnées de l'inscription, constituent le seul luxe sur lequel le texte n'a pas manqué d'attirer l'attention des spectateurs.

Le dédicant porte les *tria nomina* et possède très vraisemblablement la citoyenneté romaine acquise au moins *per honores* comme le montre son *cursus*. Le *nomen* en *-ius* est forgé sur un *cognomen* selon un usage répandu dans l'onomastique gallo-romaine¹⁶. Le surnom *Cerialis* qui a servi de base est fréquent aux II^e et III^e s.¹⁷. Par contre, le *nomen* *Cerialius*, bien que considéré parfois comme gentilice italien traditionnel¹⁸, n'apparaît guère qu'en Gaule, et seulement à Lyon, à partir de la seconde moitié du II^e s.¹⁹. Avec de rares exemples dans la Péninsule et à Rome, le *cognomen* *Reclus* n'est pas beaucoup mieux représenté²⁰. A partir de tels indices, l'origine du personnage demeure obscure. De même, l'absence d'indication touchant la filiation et la tribu ne permet pas de préjuger d'une citoyenneté acquise seulement de fraîche date. En effet, à l'époque de la dédicace, de telles mentions sont pratiquement sorties de l'usage ; au demeurant, hors de la Narbonnaise, la mention de la tribu ne paraît pas avoir revêtu une grande importance pour les Gaulois romanisés²¹ et, au début du III^e s., elle est à peu près tombée en désuétude²².

D'après le rang des magistratures, le *cursus* de Cerialius est présenté dans l'ordre inverse. Dans ces conditions, la fonction remplie avant la questure correspond à une de ces charges municipales subalternes confiées par l'*ordo decurionum* à divers *praefecti*²³. Le « préfet à la répression du brigandage » nous est déjà connu par deux inscriptions dans lesquelles le titre apparaît sous des formes plus ou moins abrégées : *praefec[ti] arcend. lalroc[inis]* (XIII, 5010 = *I.L.S.* 7007, à Nyon) ; *[praef.] lalr. arc.* (XIII, 6211, près de Bingen). Le pluriel *lalrocinis* n'est pas sûrement attesté et, en l'état du texte, le singulier

proscenium (...) dono de suo dedit), de Mirebeau (XIII, 5614 : *proscenium velustate corruptum (sic) de suo restituit*) et des Tours Mirandes (*AE*, 1967, 303 : *theatrum de suo (...) donavit*).

16 H. FORNI, *Il reclutamento delle legioni da Augusto a Diocleziano*, Rome, 1953, p. 86.

17 E. GROAG et A. STEIN, *Prosopographia Imperii Romani*, II, Berlin, 1936, p. 149-150.

18 M. LE GLAY et A. AUDIN, *Gentilices romains à Lugdunum*, dans *Rev. arch. de l'Est et du Centre-Est* abrégé : *R.A.E.*, XXIV, 1973, p. 539 et n. 3.

19 A. AUDIN et Y. BURNAND, *Chronologie des épitaphes romaines de Lyon*, dans *Rev. Études anciennes*, 61, 1959, p. 320-352.

20 Le *cognomen* paraît cependant lié à la zone méditerranéenne (IV, 4051, Pompéi ; V, 7789, Bastia ; X, 2660, Pouzzoles). Le dédicant de *I.L.S.* 6953 = II, 3424, à Carthagène, précise *domo Roma* ; à Rome, VI, 423.

21 H. WOLFF, *Kriterien für lat. und röm. Städte in Gallien und Germanien und die « Verfassung » der gallischen Stammesgemeinden*, dans *Bonner Jahrbücher* 176, 1976, p. 90-91 (désormais cité H. WOLFF, *Kriterien*).

22 G. RUPPRECHT, *Untersuchungen zum Dekurionenstand in den nordwestlichen Provinzen des röm. Reiches*, Kallmünz, 1975, p. 110.

23 W. ENSLIN, *Praefectus*, dans *R.E.* XXII, 2, 1954, col. 1330.

L	C	E	R	I	A	L	I	V	S	R	E	C	T	V	S	S	A	C	E	R	D	O	S
N	V	M	I	N	I	B	V	S	A	V	G	P	A	G	O	C	A	T	V	S	L	O	V

R	O	M	A	E	E	T	A	V	G	I	I	I	V	I	R	Q	P	R	A
M	A	R	T	I		T	H	E	A	T	R	V	M						

E	F	E	C	T	V	S	L	A	T	R	O	C	I	N	I	O	A	R	C	E	N	D	O
E	T	S	V	I	S	O	R	N	A	M	E	N	T	I	S	D	S	P	F	E	C	I	T

0 40 cm

est possible sur l'inscription de Nyon²⁴ qui présente dans l'ordre direct une carrière municipale menée jusqu'au flaminat augustal en passant par le duumvirat géré à deux reprises, la première charge étant la préfecture du brigandage. Celle-ci vient également en tête d'une série de préfectures obtenues par le dédicant de l'inscription trouvée près de Bingen.

L'insécurité commence à se développer en Gaule, en particulier dans le Nord, à partir du règne de Marc-Aurèle ; sous celui de Commode, Maternus mobilise contre lui les forces militaires de la province. Septime-Sévère, déjà confronté au problème en qualité de légat de Lyonnaise, intensifiera la répression dans tout l'Empire contre les *latrones*. Le mot ne s'applique pas seulement aux brigands, déserteurs ou hors-la-loi, il désigne également les barbares qui s'attaquent aux frontières du monde romain²⁵. Or, dès la fin du II^e s., les pirates chauques multiplient les raids sur les rivages de la mer du Nord et de la Manche orientale. Quand on examine les 16 trésors monétaires enfouis entre les estuaires de la Bresle et de l'Arques dans une bande côtière profonde d'environ 20 km, on peut déterminer deux périodes privilégiées : la seconde moitié du III^e s. et la fin du règne de Commode. Toujours à proximité de la côte, plus vers l'ouest, la *villa* de Colleville près de l'écamp est détruite à la fin du II^e s.²⁶. Ces indices régionaux de troubles et de destructions, pour être encore peu nombreux dans l'état actuel des recherches, s'inscrivent néanmoins dans un contexte historique bien établi et rendent vraisemblable l'existence de la mission confiée à Cerialius.

S'agissait-il d'une simple police municipale dans l'acception moderne du terme ou plutôt, compte tenu de ce que recouvre le mot *latrones*, d'une fonction militaire — analogue à notre gendarmerie — en liaison avec une *statio* ? Si l'organisation d'une ligne douanière sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique n'est attestée que par un texte de Strabon (IV, 5, 3), le développement ultérieur du trafic entre la Bretagne et les Gaules n'implique pas, bien au contraire, la disparition du système douanier dans ces zones. En l'état de nos recherches sur le terrain nous ne saurions affirmer la présence d'une *statio* dans le secteur du Bois l'Abbé dont toutefois la position frontalière apporterait une présomption favorable de plus pour la fonction de Cerialius. En effet, à propos de la frontière entre Ambiens et Calètes, nous avons été amené à établir celle-ci, pour la région qui nous intéresse, au-dessus de la rive droite de l'Yères, à 7 ou 8 km au sud/sud-ouest du Bois l'Abbé²⁷, en fondant essentiellement nos conclusions sur l'étude du monnayage gaulois trouvé sur le site²⁸ et sur l'analyse des documents ecclésiastiques²⁹. Il faut ajouter que la frontière entre *civitates* devient ainsi frontière provinciale entre Belgique et Lyonnaise puisque Auguste, entre 16 et 13 (?), a rattaché à cette dernière Calètes et Vélocasses.

24 G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 210, date l'inscription du II^e s. L. FLAM-ZUCKERMANN, *A propos d'une inscription de Suisse (C.I.L. XIII, 5010) : étude du brigandage dans l'Empire romain*, dans *Latomus*, XXIX, 1970, p. 451 s., propose une datation II^e-III^e s. Pour l'emploi du singulier, Caes. B.G. VIII, 24, 3 *repentino latrocinio atque impetu eorum erant oppressi* et Pan. Vel. V, 4 (discours d'Eumène) *latrocinio Balavicae rebellionis obsessa*.

25 Sur le phénomène du brigandage, R. MAC MULLEN, *Enemies of the Roman Order*, Cambridge, Mass., 1966, p. 192-241 ; L. FLAM-ZUCKERMANN, *art. cit.*, p. 451-473. Sur le sens du mot *latro*, R. MAC MULLEN, *op. cit.*, p. 255, avec références. Les *Brisei* qui dans les années 170 harcèlent les frontières de Mésie supérieure sont qualifiés de *latronum manus* dans l'Année épigraphique (abrégé : A.E.), 1956, 124.

26 Sur la date de la destruction de la *villa* de Colleville, cf. R. SOULIGNAC, dans *Forum*, n° 3, 1973, p. 34.

27 M. MANGARD, *Le sanctuaire gallo-romain d'Eu-Bois l'Abbé et le problème de la frontière entre Calètes et Ambiens*, dans *Revue des Soc. sav. de Haute Normandie*, n° 67, 1972, p. 3-11 ; B. BEAUJARD, *Calètes et Vélocasses à l'époque gallo-romaine*, dans *Caesarodunum*, XVI, 1981 (*Actes du colloque : Frontières en Gaule*), p. 94-107.

28 L.-P. DELESTRÉE, *La circulation monétaire gauloise dans l'Ouest du Belgium après la conquête romaine : les monnaies gauloises de Bois l'Abbé*, thèse de 3^e cycle, Rennes, 1974.

29 A. LEDUCQ, *Esquisse de topographie historique sur l'Ambiane*, Amiens, 1972. L'auteur (p. 28) pousse la frontière jusqu'à l'Yères, puis (p. 33) en franchit le cours sans justification. Ce tracé de la frontière a été repris tel quel sur la carte de la *Belgica* annexée à M.-Th. RAEPSAET-CHARLIER, *Gallia Belgica et Germania inferior — Vingt-cinq années de recherches historiques et archéologiques*, dans A.N.R.W. II, 4, Berlin, 1975, p. 58 et s.

La dédicace au *pagus* confirmerait l'appartenance à la Belgique. La forme CATUSLOV est à rapprocher du nom des *Caluslugi* cités par Pline l'Ancien au nombre des *populi* du *Belgium*. Bien que dans les abréviations de toponymes ou de noms de peuples, la coupure apparaisse le plus souvent après la consonne terminant la racine, il existe des exceptions lorsque le développement ne fait aucun doute pour les destinataires du texte. Le mot *pagus* étant en règle générale suivi d'un déterminant au même cas, nous proposerons la lecture *pago Caluslou(go)*. La composition et le sens du mot formé de **calu-* « combat » et de **sloug-o-* « armée » ne font pas difficulté³⁰.

Si notre identification est fondée, les *Caluslugi* occupaient le terroir connu au v^e s. sous le nom de *pagus Vimnaus*, aujourd'hui le Vimeu, aux marches occidentales de la Picardie. Mais des 27 peuples mentionnés (jusqu'aux Helvètes) dans la liste plinienne, une fois retirés les 4 peuples rattachés à la Germanie supérieure (Helvètes, Lingons, Rauraques et Séquanes), 14 seulement des 23 restants sont unanimement considérés comme constituant les cités de la Gaule Belgique. Dans la même zone côtière (?), d'autres peuples (*Oromarsaci*, *Brilanni*, *Bassi*) restent mal localisés ; leur existence est même parfois remise en question. Ils auraient en tout cas subi un traitement analogue à celui des *Caluslugi*, le rattachement à une *civitas*, rencontrant un sort inverse de celui qui était réservé, par exemple, aux Silvanectes peut-être érigés en cité autonome sous le règne de Claude. À l'époque d'Auguste, Strabon (IV, 3, 5) ne connaît en bord de mer, du Rhin à la Seine, que les Ménapes, les Morins, les Bellovaques (?), les Ambiens, les Suessions (!) et les Calètes. Tant que demeurent les problèmes posés par la datation des sources pliniennes, toute hypothèse chronologique échafaudée sur leurs seules données serait hasardeuse. Notons cependant que R. Fossier, étudiant d'un autre point de vue l'occupation de la Picardie à l'époque gauloise conclut que « la nature très particulière tant géographique que politique du Ponthieu et du Vimeu, et qui ne cessera de s'affirmer au Moyen Âge (...), incite à leur donner une individualité, fût-ce en admettant qu'il s'agit d'une peuplade cliente des *Ambiani* »³¹. D'autre part, l'étude des monnaies gauloises recueillies en stratigraphie a amené L.-P. Delestrée à conclure que, dans les décennies suivant la conquête, le Bois-l'Abbé « relevait d'une collectivité locale jouissant pour le moins à l'époque tardive d'un pouvoir émetteur autonome »³². Quoi qu'il en soit, au début du III^e s., les *Caluslugi* subsisteraient comme habitants d'un *pagus* dépendant vraisemblablement de la cité des Ambiens.

Comme il est pratiquement de règle dans les Trois Gaules, la carrière municipale proprement dite de Cerialius s'ouvrira par la questure³³. Bien qu'il ne fasse état que de deux magistratures, son *cursus* n'est nullement abrégé³⁴ ; le schéma classique — questure,

30 — PLINE, *N.H.*, IV, 106. Pour le déterminant au même cas que le substantif : génitif XIII, 3118 à 3150, datif XIII, 3450, 5175.

31 — R. FOSSIER, *op. cit.*, p. 125-126.

32 — L.-P. DELESTRÉE, *op. cit.*, p. 258.

33 — Il faut développer Q par *quaestor* et non par *quinquennalis* à rattacher à *III vir*. Sur l'absence de *quinquennalis* en Gaule, O. HIRSCHFELD, *C.L.L.* XIII, p. 155, à propos de l'inscription de Sens (XIII, 2949). Pour la fonction de questeur et la place de la questure dans le *cursus*, W. LANGHAMMER, *Die rechtliche und soziale Stellung der Magistratus municipales und der Decuriones*, Wiesbaden, 1973, p. 157-161.

34 — La thèse de B. Galsterer-Kroll sur les *cursus* abrégés, caractéristiques des cités celtiques de droit latin *Zum ius Latii in der Keltischen Provinzen des Imperium Romanum*, dans *Chiron*, 3, 1973, p. 277-306, n'est pas acceptable dans ses conséquences ; cf. la réfutation d'H. WOLFF, *Kriterien*, p. 62-76.

édilité, duum-quattuor-)virat — généralisé à partir d'exemples italiens³⁵ ne se rencontre pas dans les Trois Gaules, hors de la colonie de Lyon (par exemple, XIII, 1900). En fait, tout se passe comme si les titres de questeur ou d'édile étaient exclusifs l'un de l'autre ou, lorsqu'ils coexistent — ainsi en Narbonnaise — tenus pour équivalents³⁶. Questure et édilité apparaissent l'une et l'autre comme les seules magistratures subalternes, du moins quand elles sont revêtues dans le ressort de la *civitas*, ce qui est généralement précisé³⁷. Mais elles peuvent aussi s'exercer dans les cadres plus restreints d'un *pagus*, d'un *vicus*, voire d'un *conventus*³⁸ et alterner alors avec d'autres charges à caractère essentiellement financier³⁹.

Après la questure, Cerialius devint *quattuorvir*. Le titre est très rarement porté dans les Trois Gaules. Connu chez les Convènes (*I.L.T.G.*, 76-80), on l'y considère comme une survivance de leur ancienne appartenance à la Narbonnaise où il apparaît communément dans les colonies. Le terme existe également chez les Séquanes (XIII, 5343) dans une dédicace à Mars Auguste faite par quatre personnages dont un, peut-être deux, portent le titre de *quattuorvir*. Datée par Hirschfeld du 1^{er} s., l'inscription remonterait au même temps que celle (V, 6887) qui mentionne la colonie dont les magistrats suprêmes sont des *duumviri*⁴⁰. Chez les Ségusiaves, l'état du texte de XIII, 1624, permet toutes les conjectures⁴¹. Aussi, à la charnière des II^e et III^e s., notre Cerialius fait-il figure d'exception dans la Gaule Chevelue.

35 — Proposé par C. Jullian et généralement repris (P.-M. DUVAL, *La vie quotidienne en Gaule pendant la Paire romaine*, Paris, 1952, p. 208), le schéma traditionnel étend aux cités de la Gaule Chevelue l'organisation des municipalités italiennes et des colonies romaines résultant d'une *deductio* ou d'un acte de fondation ; ainsi, outre Lyon, on trouve de tels *cursus* dans la *Provincia* à Narbonne (XII, 969), et à Béziers (XII, 4238).

36 — L'édilité est rare dans les Trois Gaules : trois exemples chez les Nitiobroges (XIII, 916), les Sénonnes (XIII, 2949) et les Tongres (XIII, 3599). Ailleurs, on ne connaît que des questeurs (références dans G. RUPPRECHT, *op. cit.*, *passim*), peut-être héritiers de l'*arcantodan(os)* gaulois (J.-B. COLBERT DE BEAULIEU, *Traité de numismatique celtique*, I, *Méthodologie des Ensembles*, Paris, 1973, p. 191). En Narbonnaise, la romanisation favorise l'extension du titre d'édile — de même, sous l'influence de l'armée, dans les centres urbanisés des Germanies. Cependant, dans les colonies latines, quand les deux fonctions sont attestées, personne ne paraît avoir été questeur, puis édile. Pour Nîmes, O. Hirschfeld concluait déjà (XII, p. 382) à l'égalité des deux titres ; il faut sans doute écarter l'exception apparente de XII, 3272 dont la lecture est incertaine (G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 104). A Vienne, on accède indifféremment aux magistratures suprêmes après la questure (XII, 1783-1903 ; A.E. 1934, 168) ou après l'édilité (XII, 1867 ; 1877 ; 1882-1889). De même sans doute en Germanie inférieure, dans les colonies de Xanten (FINKE 306 ; 307) et peut-être de Cologne (G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 201).

37 — *Quaestores civitatis* chez les Tricasses (A.E. 1953, 56), les Trévires (FINKE, 322 ; A.E. 1968, 321), les Médiomatriques (XIII, 4291) ; *aediles civitatis* chez les Nitiobroges (XIII, 916), les Sénonnes (XIII, 2949), les Tongres (XIII, 3599) auxquels on ajoutera les Lingons (XIII, 5682) et les *Taunenses* (XIII, 7370). D'après le contexte, les questeurs de XIII, 412 (Tarbelles), 548 (Elusates), 1050 (Santonnes), 2585 (Eduens) sont probablement ceux de la *civitas*.

38 — Hannarus (XIII, 5) chez les *Conсорani* peut être questeur d'un *pagus* ou d'un *vicus* (R. LIZOT, *Les Convenae et les Conсорani*, Toulouse, 1931, p. 58), de même le Biturige Vivisque de XIII, 604 (G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 167). Le Trévire de XIII, 7555a est questeur des *vicani Belg*... ; le Nervien Pompeius Victor (XIII, 3573) est questeur d'un *conventus* de citoyens romains. Quant au Sénon Amatius Paterninus (XIII, 2949), il a été édile des *vicani* de Sens avant de devenir édile de la cité (cf. *supra* n. 37).

39 — Références et discussion dans J. F. DRINKWATER, *A note on local careers in the Three Gauls under the Early Empire*, dans *Britannia*, X, 1979, p. 92-94.

40 — L'estampage de l'inscription est reproduit dans L. LERAT, *La « ville d'Antre », mythes et réalités*, Paris, 1965, pl. IIa ; pour le commentaire, *ibid.*, p. 25-28 et A. DEGRASSI, *Quattuorviri in colonia romana e in municipiis velli da duoviri* (1949), cité d'après *Scritti vari di Antichità*, Rome, 1962, I, p. 142 et n. 348.

41 — A. DEGRASSI, *art. cit.*, p. 150, n. 414, lit... POT... III viro... ; G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 182, retient la lecture PO N... suggérée par le *Corpus* et admet le quattuorvirat, tandis que L. MAURIN, *Saintes antique*, Saintes, 1978, p. 160, n. 87, rejette le complément III (*vir*).

L'étude de la composition des collèges quattuorviraux en Gaule dans laquelle nous ne pouvons entrer ici, montre que le terme *quattuorvir* au singulier ne s'applique, sauf mention particulière, qu'au magistrat exerçant le pouvoir juridictionnel ; ce fut certainement le cas de Cerialius.

Qu'il ait atteint la magistrature suprême, la suite de sa carrière couronnée par la prêtrise de Rome et d'Auguste⁴² nous en apporte une preuve supplémentaire, même s'il s'agit, comme nous le pensons, d'une prêtrise locale et non pas du sacerdoce du culte fédéral à l'autel de Lyon, bien que, récemment, L. Maurin, reprenant la thèse d'H.-G. Pflaum⁴³, ait soutenu que le titre de *sacerdos* s'appliquerait au seul prêtre du culte fédéral⁴⁴. Or, les titulaires du sacerdoce fédéral ont toujours pris soin de le préciser, en particulier hors de Lugdunum : de même dans les autres provinces de l'Empire, lorsque le prêtre en charge du culte provincial des empereurs porte le titre de *sacerdos* (Pannonies, Dacie, par exemple), le terme est habituellement complété par une spécification⁴⁵. Quand, au confluent, apparaît exceptionnellement une formule abrégée (XIII, 1675 ; *I.L.T.G.*, 217), le contexte lève toute hésitation. Au demeurant, au fil des siècles, la tendance est plutôt à l'allongement de la titulature, en particulier sous les derniers Antonins et les Sévères ; la formule brève *sacerdos Romae et Aug.*, concevable à la rigueur à Lyon même, aurait ailleurs dans les Gaules une ambiguïté gênante pour la fierté du prêtre fédéral.

De plus, les prêtres fédéraux ne font presque jamais référence de façon précise à leur carrière municipale. Outre la dizaine de cas où pour diverses raisons il n'y en a pas mention, on rencontre le plus souvent une formule-résumé du type *honoribus omnibus apud suos functus*⁴⁶. La règle ne souffre que deux, peut-être trois exceptions (XIII, 1684 ; 1674-1675 et 1717 ?). Il en va tout différemment pour les prêtres locaux. Onze fois, douze avec notre texte, des éléments du *cursus* accompagnent le titre *sacerdos Rom(ae) et Aug.*⁴⁷. C'est assurément le caractère local du sacerdoce qui explique ce lien marqué avec les magistratures municipales. A notre avis, hors de Lyon, la titulature courte ne peut concerner que le desservant du culte impérial local.

Dans la triple dédicace du début de la seconde ligne, la référence aux *numina Augustorum* associe le culte impérial au *pagus* considéré comme entité politique et probablement à la divinité tutélaire de celui-ci. Sans écarter absolument l'hypothèse d'un théonyme

42 E. ABBOT et A. JOHNSON, *Municipal administration in the Roman Empire*, Princeton, 1926, p. 93 ; D. LADAGE, *Städtische Priester- und Kultämter im Lateinischen Westen des Imperium Romanum*, dissert. Cologne, 1971, p. 91. Ses remarques, p. 100, ne s'appliquent ni aux provinces, ni, dans celles-ci, aux prêtres du culte impérial. En dernier lieu, J. F. DRINKWATER, art. cit., p. 94 et n. 31.

43 H.-G. PFLAUM, *Le marbre de Thorigny*, Paris, 1948, p. 13. Point de vue adopté encore par H. WOLFF, *Civitas und Colonia Treverorum*, dans *Historia*, XXVI, 1977, p. 207-209. — Publiant les textes de Saint-Bertrand-de-Comminges, P. WUILLEUMIER, *Inscriptions latines des Trois Gaules* (abrégé : *I.L.T.G.*), Paris, 1963, nos 64 ; 76-80 ; 82-84 et p. 26, se rallie à l'opinion d'A. Aymard (*Rev. Études anciennes*, 1941, p. 216-229) qui avait soutenu que la formule simple s'applique à un prêtre du culte municipal. Avec quelque hésitation, J. Bousquet paraît partager cette façon de voir (*Inscriptions de Rennes*, dans *Gallia*, XXIX, 1971, p. 113 et n. 7).

44 L. MAURIN, *op. cit.*, p. 181-201.

45 J. DEININGER, *Die Provinziallandtage der röm. Kaiserzeit*, Munich, 1965, p. 116-119, qui critique également Pflaum (p. 101, n. 7).

46 Pour les prêtres fédéraux, la formule-résumé apparaît dans XIII, 1541 ; *I.L.T.G.*, 223 ; 1687 ; 1691 ; 1694 ; 1698 + *I.L.T.G.*, 220 ; 1702 ; 1710 ; 1714 ; 1718 ; 1719 ; 2940 a ; 3162 ; 5353 + *A.E.*, 1965, 341 ; 11174 ; *A.E.* 1952, 23 ; aucune indication dans XIII, 939 ; 1036 - *I.L.T.G.*, 217 ; 1042-1045 ; 1672 ; 1699-1700 ; 1704 ; 1706 ; 1712 ; 1716 ; 11042. Nous laissons de côté les textes mutilés de XIII, 1049 ; 1692 ; 1715 ; 3144 et *Gallia*, 30, 1972, p. 329.

47 Pour les prêtres locaux, les indications touchant les magistratures municipales apparaissent dans XIII, 1632 ; 3148-3150 ; *A.E.*, 1969-1970, 405 ; 3528 ; 8277 ; 11047 ? ; *A.E.*, 1953, 56 ; *A.E.*, 1968, 321 ; *A.E.*, 1929, 173 ; *I.L.T.G.*, 76-80 et 82-84. Sur 7 inscriptions sans indication, 1 trouvée à Rome (VI, 29692), mentionne seulement le titre de *sacerdotalis* ; *I.L.T.G.*, 64, XIII, 11250 et *A.E.*, 1967, 303, sont très incomplètes et mutilées.

celtique, impossible à déterminer, nous pencherons plutôt pour un Mars gallo-romain, avatar d'une divinité indigène, non pas en rapprochant un peu facilement le dieu de la guerre du nom des *Caluslugi*, mais en considérant l'extension d'un culte dont la prééminence s'explique par l'assimilation d'un grand nombre de divinités locales. Leur association au culte impérial est par ailleurs bien attestée⁴⁸ et ce rapport fréquemment exprimé confère à la prêtrise de Rome et d'Auguste, au-delà de sa fonction religieuse, une valeur politique qui l'emporte en prestige et autorité sur les titres juridico-administratifs de la carrière antérieurement parcourue.

Dans le cas de Cerialius, cette carrière soulève encore deux questions. Quel était le statut de la communauté dont les magistrats suprêmes portaient le titre de *quattuorvir* ? Dans quelle agglomération se trouvait le siège de la magistrature de Cerialius ?

Vers la fin du II^e s., les magistrats des municipes italiens ou provinciaux et des colonies succédant ou non à un municipe portent en règle générale le titre de *duumvir*. Celui de *quattuorvir* peut, par exception, soit persister dans quelques colonies dont nous savons qu'elles sont issues d'un municipe, soit apparaître occasionnellement dans quelques municipes fondés à partir d'Hadrien⁴⁹. Nous pouvons donc nous demander si le rapport primitif existant entre quattuorvirat et municipe avait jamais cessé d'être perçu et n'aurait pas influencé le choix de l'administration impériale.

Suggérer que Cerialius aurait été *quattuorvir* d'un municipe de Gaule Belgique se heurte à une difficulté majeure : l'absence de municipe attesté expressément en Gaule Chevelue. Absence que l'on explique par les caractères originaux de la *civitas* gauloise, lesquels entraîneraient la propagation privilégiée du titre colonial dans le domaine celtique proprement dit⁵⁰. Les deux ou trois municipes connues en Germanie ne contredisent pas cette explication⁵¹. Il s'en faut pourtant que l'ancienne aire de l'expansion celtique ignore totalement le municipe. En Bretagne, chez les *Catuvellauni*, Tacite (*Ann.* XIV, 33) mentionne le municipe de *Verulamium*. On n'a certes pas manqué d'observer que l'historien emploie souvent ce mot pour désigner une ville sans connotation juridique particulière, guidé parfois par des considérations stylistiques. Cependant, dans le contexte visé, Tacite, écrivain mais aussi fonctionnaire au fait des institutions, cite en l'espace de deux pages trois villes bretonnes : Colchester (XIV, 31 : *in coloniam Camulodunum*), Londres (XIV, 33 : *Londinium* (...)) *cognomento quidem coloniae non insigne*) et *Verulamium* (*ibid.* : *municipio Verulamio*) en prenant soin à chaque fois de préciser le statut qu'elles ont ou qui fait défaut : le choix des mots *colonia* ou *municipium* ne répond pas ici à une exigence de style⁵². En Narbonnaise, le décret de Digne (*A.E.*, 1961, 156) nous a révélé sous Commode l'existence chez les *Bodionlici* d'un municipe qui ne peut remonter au-delà d'Hadrien ; notons que le titre des magistrats n'est pas assuré, la plaque de bronze laissant subsister une large lacune devant ... VERI⁵³. Expliquer ce municipe incongru par l'ancienne

48 A. CHASTAGNOL, *L'organisation du culte impérial dans la cité à la lumière des inscriptions de Rennes*, dans A.-M. ROUANET-LIESENFELT, *La civilisation des Riedones*, Brest, 1980, p. 187-199 et particulièrement p. 192-195. Sur l'importance de l'élément cultuel dans la vie du *pagus*, C. JULLIAN, *Histoire de la Gaule*, Paris, 1914, IV, p. 354 et H. WOLFF, dans *Festschrift 1750 Jahre Alzey*, Alzey, 1973, p. 37 s.

49 A. DEGRASSI, *L'amministrazione delle città* (1959), cité d'après *Scritti vari* (...), Trieste, 1971, IV, p. 79, reprenant la thèse développée dans la publication citée *supra* n. 41, qui fait remonter les *quattuorviri* des colonies aux municipes attestés ou supposés qui les ont précédées. Critiques non dirimantes d'A. N. SHERWIN-WHITE, *The Roman Citizenship*, Oxford, 2^e éd., 1973, p. 365, n. 1.

50 H. WOLFF, *Civitas* (...), p. 228 et n. 82 ; cf. également L. MAURIN, *op. cit.*, p. 156, n. 64.

51 L. MAURIN, *op. cit.*, p. 155 s. et p. 174 s.

52 J. M. REYNOLDS, *Legal and constitutional Problems*, dans J. S. WACHER (édit.), *The Civitas Capitals of Roman Britain*, Leicester, 1975, p. 73 ; S. FRERE, *Verulamium and the towns of Britannia*, dans *A.N.R.W.* II, 3, p. 293.

53 H. ROLLAND, *Inscription sur bronze de Thoard*, dans *Gallia*, XVIII, 1960, p. 104-105, fig. 1.

appartenance de Digne aux Alpes-Maritimes ne résout rien, puisque la cité des *Bodiontici* était rattachée à la Narbonnaise depuis Galba. Les références de Tacite à Luc-en-Diois, *municipium Vocontiorum* (*Hist.* I, 66) et à Antibes, *Narbonensis Galliae municipium* (*Hist.* II, 15) sont davantage sujettes à caution. L'existence d'un *quattuorvir* (XII, 176) et la tribu Voltinia rapprocheraient plutôt *Antipolis* des colonies latines de la *Provincia*, cependant on y trouve au II^e s. un *duumvir* (XII, 175) comme dans les municipes voisins d'Italie et des Alpes-Maritimes⁵⁴. Dans les provinces alpines, l'institution de municipes est mieux assurée. A Cimiez, la dédicace d'un autel (*A.E.*, 1965, 193) aux desservants du Génie du Municipe, datée du I^{er} s., suit sans doute de peu la concession du droit latin par Néron aux peuples des Alpes-Maritimes (*Tac. Ann.* XV, 32) ; les magistrats connus par des inscriptions plus tardives (II^e-III^e s.) portent le titre de *duumvir*, ce qui ne traduit pas nécessairement une modification du statut⁵⁵, à en juger par les magistrats des municipes flaviens (?)⁵⁶ de Briançon (XII, 95) et de Suse (V, 7235) dans les Alpes Cottiennes qui gardent le titre de *duumvir* généralisé à la même époque dans les municipes d'Espagne.

Ainsi dans le domaine celtique nous aurions trois municipes dans les provinces alpines à partir du règne de Néron et sous les Flaviens (un probable dans le même temps en Bretagne) dirigés par des *duumviri* ; un, peut-être deux, en Narbonnaise constitués à une époque voisine de celle où sont créés dans les provinces danubiennes ceux ayant à leur tête des *quattuorviri*, à partir du règne d'Hadrien. Pour être maigre, le bilan n'est toutefois pas nul et, si nous reportons notre attention vers la Gaule Chevelue pendant les trois premiers siècles, nous ne pouvons faire totalement abstraction de l'insuffisance numérique des données fournies par les auteurs ou les inscriptions.

Le titre des magistrats — presque exclusivement des *duumviri* — est connu pour 10 ou 12 cités sur 21 en Aquitaine (*Conсорани, Convenae, Tarbelli, Ausci, Elusales, Petrucorii, Santones, Lemovices, Bituriges Cubi, Vellavi*, peut-être *Arverni* et *Pictones*), 5 sur 26 en Lyonnaise auxquels on ajoutera les Lingons et les Séquanes (*Segusiavi, Aedui, Senones, Viducasses, Riedones*) et 3 seulement sur 14 en Belgique, sans compter notre texte (*Treveri, Nervii, Morini*). A notre avis, le hasard des découvertes n'explique pas seul l'inégalité de cette répartition ; elle traduit plus certainement le degré de romanisation des institutions publiques. Nous remarquerons qu'en Gaule Belgique, 2 des 3 cités à *duumviri* sont attestées comme colonies, de même en Lyonnaise pour 3 ou plutôt 4 cités sur 5 (plus encore une fois les Lingons et les Séquanes) et en Aquitaine pour 4 sur 10 ou 12 ; dans cette province, en admettant la relation entre flaminat et statut colonial, on ajouterait 4 cités⁵⁷. Ainsi sur 20 (y compris les Lingons et les Séquanes) ou 22 cités gouvernées par des *duumviri*, 10 — probablement 14 — sont des colonies. Nous ignorons le titre porté chez les Médiomatriques et les Éburovices où le statut colonial est conjecturable⁵⁸. En revanche, compte tenu de la généralisation du titre tant dans les colonies que dans les municipes, nous hésitons à faire de la présence de *duumviri* un autre indice de l'élévation d'une cité au rang colonial. Même en franchissant le pas, nous ne dépasserions pas 24 colonies pour plus de 60 cités. Quand on compare cette situation avec celle de la Narbonnaise ou des provinces africaines, la prolifération du titre colonial reste toute relative, d'autant plus que dans la moitié des cas, un tel statut demeure une hypothèse seulement vraisemblable. Nous retiendrons donc le fait qu'un tiers environ des cités des Trois Gaules présente des magistrats suprêmes de titre romain, apparus, dans la mesure où les textes sont datables, au cours de trois siècles. Cette constatation nous paraît contredire l'hypothèse touchant l'existence possible de *duum(quattuor)viri*

54 H. WOLFF, *Civitas* [...], p. 223, n. 73 ; A. DEGRASSI, art. cit., *supra* n. 40, p. 138 s.

55 *Contra* G. LAGUERRE, *op. cit.*, p. 2-4 et p. 97 ; pour la datation, *Id.*, *op. cit.*, p. 96 et s. et G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 142-146.

56 B. GALSTERER, art. cit., p. 286, n. 40.

57 Références dans G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 164-197 et L. MAURIN, *op. cit.*, tableaux des p. 168-173.

58 Pour les Médiomatriques, cf. XIII, 11359 et H. WOLFF, *Kriterien*, p. 89, n. 131. Pour les Aulerques Éburovices, on rappellera l'existence d'un flamen (XIII, 3200).

dans des communautés n'ayant pas reçu de charte municipale, mais déjà dotées du *Lalium*⁵⁹. Nous considérons qu'il y a un lien obligé entre magistrats et statuts politiques ; quel qu'en soit le titre, la magistrature s'exerce dans une colonie ou un municipe.

A. Chastagnol s'est étonné de ne pas trouver de plus nombreuses mentions de municipes en Gaule⁶⁰. Si jusqu'à maintenant aucun document n'en atteste l'existence, c'est moins une conception de la *civitas* dans laquelle rien en fait ni en droit ne s'opposait à une telle constitution que le hasard des découvertes épigraphiques qui nous paraît cette fois devoir être mis en cause⁶¹. Nous ferons observer, par exemple, qu'il faut attendre le discours d'Eumène (V, 5) pour avoir mention de la colonie admise chez les Éduens par la plupart des historiens au moins à partir du 1^{er} s. Mais que dire des Rèmes, amis du peuple romain, liés à Rome par un *foedus* (Plin., *N.H.* IV, 106) — comme les Éduens — dont le chef-lieu abrite le gouverneur provincial de Belgique et sur le statut politique desquels l'épigraphie est muette ? Même constat pour l'illustre cité des Carnutes, également fédérée et représentée à l'Autel de Lyon. Nous devons de connaître la colonie des Morins à une inscription trouvée près de Nimègue (XIII, 8727) et celle des Séquanes à une dédicace provenant du Grand-Saint-Bernard (V, 6887). Mis à part les Trévires et les Lingons pour lesquels la documentation est relativement abondante, nous disposons seulement de six ou sept textes assez sûrs (XIII, 11359 (?), Metz ; 8917, Feurs ; 1684, Sens ; 3162, Vieux ; *I.L.T.G.* 59, Saint-Bertrand-de-Comminges ; 1577, Le Puy ; 556, Eauze) faisant état du statut politique d'une cité. On ne pourra guère ajouter à la documentation sur le sujet qu'une trentaine de textes plus ou moins fragmentés, inégalement utilisables, le plus souvent mal datés ou indatables, mentionnant les *duumviri*⁶².

A partir de données aussi lacunaires sans doute serait-il plus sage dans le cas de Cerialius de conclure à un *non liquet*. Cependant, considérant d'une part le lien historique entre quattuorvirat et municipe et d'autre part l'insuffisance des objections opposées à la création de municipes en Gaule, nous proposons de voir dans notre personnage un *quattuorvir iure dicundo* d'un municipe constitué au chef-lieu d'une cité bénéficiant du *Lalium*, laquelle ne saurait être que celle des *Ambiani* avec sa capitale, *Samarobriva*. Ce que nous savons de la cité et de la ville⁶³ n'interdit pas d'envisager cette promotion que, par l'analogie du titre de Cerialius avec celui porté dans certains municipes danubiens, nous daterions volontiers du règne d'Hadrien.

59 — Point de vue fondé sur la thèse de H. BRAUNERT, *Ius Latii in den Stadtrechten von Salpensa und Malaca*, dans *Corolla Mem. E. Svoboda ded., Röm. Forschung. in Niederösterreich*, 5, Graz-Cologne, 1956, p. 68-83 et suivi par B. GALSTERER, art. cit., p. 280 et s. Nous souscrivons aux objections d'A. N. SHERWIN-WHITE, *op. cit.*, p. 360-367 et p. 379 et de J. GASCOU, *La politique municipale de l'Empire romain en Afrique proconsulaire de Trajan à Septime Sévère*, Paris, 1972, particulièrement p. 138 et s.

60 — A. CHASTAGNOL, *Sur les modes d'accès au sénat romain au début de l'Empire : remarques à propos de la Table claudienne de Lyon*, dans *Bull. Soc. des Antiquaires de France*, 1971, p. 298 et n. 1.

61 — Cf. la remarque de L. Maurin à propos de Saintes *op. cit.*, p. 175.

62 — Pour les références aux inscriptions, G. RUPPRECHT, *op. cit.*, p. 164-197. — La pauvreté relative de la documentation, si elle ne s'explique pas entièrement par les hasards et les conditions de la recherche, inciterait à s'interroger sur le degré de romanisation des institutions dans les cités de la Gaule Chevelue (laisser-faire de Rome ou manque d'affirance de la part des Gaulois ?).

63 — E. WILL, *Recherches sur le développement urbain sous l'Empire romain dans le Nord de la France*, dans *Gallia*, XX, 1962, p. 78-84 et 99-101 ; J.-L. MASSY, *Samarobriva Ambianorum, une ville de la Gaule Belgique, des origines au V^e s.*, thèse de 3^e cycle, Paris, 1977, travail résumé sous le titre *Amiens gallo-romain*, Amiens, 1979.

Les *Ambiani*, au même chef que les autres peuples côtiers — et notamment les *Morini* — jouaient un rôle important pour la sécurité des liaisons maritimes et terrestres avec la Bretagne. De ce point de vue la répression des *latrones* au sens large du terme devait être une des grandes préoccupations de la *civitas*. Mission importante, on conçoit qu'elle ait pu ouvrir la voie des honneurs à ceux qui s'en acquittaient. Exercée dans le cadre de la cité, la « préfecture » avait sans doute plusieurs points d'application et le Bois l'Abbé pouvait être l'un d'eux. Ce qui expliquerait l'intérêt manifesté comme évergète par Cerialius Rectus, parvenu au faite des honneurs, au sanctuaire du *pagus*⁶⁴. Son accession à la prêtrise de Rome et d'Auguste constituait un motif supplémentaire, compte tenu des liens unissant le culte impérial à celui des divinités tutélaires des *pagi*.

En l'état des recherches, les vestiges connus s'étendent sur plus de 30 ha et l'ensemble apparaît comme le plus important du *pagus*. La fonction avant tout religieuse du *pagus*, au moins sous l'Empire, la triple dédicace de l'inscription du théâtre, l'existence d'un complexe d'édifices cultuels⁶⁵ nous incitent à considérer le Bois l'Abbé comme le chef-lieu des *Caluslugi*. Sur la véritable nature de ce chef-lieu et ses rapports avec le *caput civilis*, nous demeurons réduits aux conjectures. Pour le moment, nous connaissons les éléments habituels d'un sanctuaire. Si l'on ajoute la position frontalière, un peu à l'écart du réseau routier antique tel qu'il est reconstitué⁶⁶ et l'environnement forestier qui pourrait remonter à l'Antiquité⁶⁷, on y retrouve les caractéristiques du *conciliabulum* selon la définition de G.-Ch. Picard⁶⁸. A titre d'hypothèse de travail, nous admettrons cette identification par commodité, tant qu'elle ne sera pas remise en question par les progrès de la fouille⁶⁹.

Celle-ci, sur le chantier du grand temple, a établi que la première occupation du site est postérieure à la conquête ; elle s'y est manifestée essentiellement par une série de dépôts monétaires commençant dans le dernier tiers du 1^{er} s. av. J.-C. et se poursuivant avec des interruptions probables jusqu'au début du règne de Tibère, sinon de Claude⁷⁰. L'analyse du monnayage gaulois révèle la permanence et la variété d'émissions régionales et locales qui, au moins sous le règne d'Auguste, portent témoignage non seulement de la prospérité

64 En dépit des réserves de G. Rupprecht (*op. cit.*, p. 84 et s. et n. 74-75.), nous ne pouvons totalement exclure que Cerialius soit un ancien militaire que son expérience rendait apte à l'exercice d'une mission de police ; l'absence d'éléments typiquement indigènes dans ses *tria nomina* en ferait un « horsain » venu s'installer en territoire ambien.

65 M. MANGARD, art. cit. *supra* n. 1, p. 128.

66 A. LEDUCQ, *op. cit.*, p. 123 (carte) et p. 167-169.

67 S. DECK, *Étude sur la forêt d'Eu*, Caen, 1929, p. 40 ; R. MUSSET, *Le nom et l'ancienne ceinture forestière du Pays de Caux*, dans *Norvès*, VIII, 1961, p. 321-327.

68 G.-Ch. PICARD, *Observations sur la condition des populations rurales dans l'Empire romain, en Gaule et en Afrique*, dans *A.N.R.W.* II, 3, p. 108 et s. qui reprend les conclusions des travaux antérieurs de l'auteur ; on en trouvera les références dans H. WOLFF, *Kriterien*, p. 102, n. 167, qui critique vivement la thèse de G.-Ch. Picard.

69 Outre les critiques de Wolff, il faut rappeler les observations de J.-M. DESBORDS, *Jalons pour l'étude des noyaux urbains dans l'Antiquité gallo-romaine : exemples régionaux*, dans *Cahiers arch. de Picardie*, 1974, p. 97-102, particulièrement p. 102, qui insiste sur le caractère non centralisé de la cité gauloise. De même, H. Wolff oppose à la conception monocentrique de Rome la tradition polycentrique de la cité indigène (*Kriterien*, p. 92-94). Il ne paraît pas cependant, en l'état de la documentation, qu'un de ces noyaux urbains — hormis les chefs-lieux — ait jamais accédé à un statut politique défini ; est-ce l'effet du hasard des découvertes ou plutôt de la politique romaine ?

70 M. MANGARD, art. cit. *supra*, n. 1, p. 124.

maintenue des *Ambiani*, mais aussi de la vitalité économique, voire de l'autonomie monétaire du peuple des *Catustugi*⁷¹.

Rapprochés des conclusions de l'étude numismatique, l'inscription dédicatoire du théâtre et le *cursus* de Cerialius suggèrent des évolutions liées aux décisions de l'administration impériale face aux problèmes posés par l'organisation politique des Trois Gaules et par l'existence des cités gauloises. Les possibilités d'application du processus d'urbanisation paraissent avoir joué un rôle au moins aussi déterminant que l'intégration au nouveau réseau routier⁷². La prééminence des chefs-lieux à partir du iv^e s. résulte probablement moins d'accidents historiques comme les invasions que d'une politique plus ou moins ouvertement suivie et visant à substituer à une cité gauloise polynucléaire de véritables circonscriptions administratives monocentriques et hiérarchisées, conformes au schéma romain.

Michel MANGARD

71 Émettre l'hypothèse que le site du Bois l'Abbé serait le témoin d'un monnayage de *pagus* (L.-P. DELESTRÉE, *op. cit.*, p. 244-258 et M. MANGARD, *Apports de l'Archéologie à la Numismatique*, dans *Monnaies, Médailles et Jetons*, catalogue de l'expo. organisée au Musée départ. des Antiquités, Rouen, 1978, p. 71-103) va à l'encontre des idées reçues. La proposition est moins choquante si l'on admet que dans les décennies suivant la conquête, les *Catustugi* jouirent d'une certaine autonomie — au moins jusqu'aux mesures de 16-13 av. J.-C. Au demeurant, la pénurie chronique de numéraire romain laissait place non seulement à la circulation des espèces gauloises, mais aussi à leur émission. Par nécessité, la politique d'Auguste en ce domaine fut sans doute au début du règne plus libérale que celle de Tibère qui ôta le *ius metallorum* aux cités (SUET. *Tib.* 49), non sans graves conséquences économiques et sociales (A. GRENIER, *Tibère et la Gaule*, dans *Rev. Études latines*, XIV, 1936, p. 373-388).

72 E. WILL, *art. cit.*, p. 99.